



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION
N° CFVU 27-SFP-023

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Histoire du Droit et des institutions,
parcours type Histoire du droit et des institutions***
Année universitaire 2018/2019

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit Economie Gestion, mention Histoire du droit et des institutions,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de Faculté de Droit et Science politique en date du 13 février 2018,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année domaine Droit Economie Gestion, mention Histoire du droit et des institutions, parcours type Histoire du droit et des institutions sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Histoire du droit et des institutions, parcours type Histoire du droit et des institutions, est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en Histoire du droit (droit privé et droit public) et des institutions.

ARTICLE 2. Condition d'accès

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Histoire du droit et des institutions, parcours type Histoire du droit et des institutions, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Histoire du droit et des institutions ou d'un autre Master de droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants du Master 2 Droit, Économie, Gestion, mention Histoire du droit et des institutions, parcours type Histoire du droit et des institutions, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - Le Master 2 Droit, Économie, Gestion, mention Histoire du droit et des institutions, parcours type Histoire du droit et des institutions, est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 2 unités d'enseignement, le second semestre, 2 unités d'enseignement, totalisant respectivement 30 et 30 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

ARTICLE 7. Voie recherche

7.1 - Pour la voie recherche, l'étudiant rédige un mémoire de recherche sous la direction de l'un des enseignants chercheurs membre de la section Histoire du Droit de UT1 Capitole, qui est soutenu devant un jury et dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le Directeur de thèse, avis favorable du Directeur de l'équipe d'accueil, du Directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation de la Présidente de l'université.

7.2 - L'étudiant qui le souhaite peut faire valider un stage en rapport avec la formation, qu'il aurait effectué durant l'année en cours et avant le 1er septembre. Ce stage qui doit avoir une durée minimale d'un mois doit être justifié par une attestation du maître de stage et donner lieu à la rédaction d'un rapport d'une vingtaine de pages évalué – avant la fin de la session - par un jury composé d'enseignants du parcours . Ce stage validé pourra donner lieu à une bonification.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens

8.1 - L'examen du Master comporte une session unique pour chaque semestre.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la session unique

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

UE1 : 3 épreuves écrites d'une durée de 3 heures portant respectivement sur chacune des 3 matières constitutives de l'UE1.

UE2 : Un grand oral portant sur l'ensemble des matières de l'UE2

UE3 : - «Initiation à la paléographie» et «Production, conservation et valorisation des sources historiques du droit » font l'objet d'un contrôle continu. « Techniques d'expression écrite et orale en histoire du droit » et « Méthodologie de la recherche » font également l'objet d'un contrôle continu.

UE4 : L'étudiant remet un mémoire de recherche. Ce mémoire donne lieu à soutenance devant un jury dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme.

Toute absence injustifiée à une épreuve d'examen des 2 semestres est sanctionnée par la note 0. Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

La note attribuée dans le cadre d'un contrôle continu portant sur une matière ou une unité d'enseignement résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrit, d'oral, de projet ou de travaux de groupe à la discrétion de chaque enseignant.

Sont admis à passer la session de rattrapage dite de cas de force majeure les étudiants :

Absents à la session unique du semestre concerné **et** :

- qui peuvent justifier d'un cas de force majeure, c'est-à-dire la réunion de trois éléments qui le rendent exceptionnel par nature (imprévisible, irrésistible et extérieur)

- et qui ont déposé un dossier (formulaire et justificatif d'absence) auprès de leur scolarité au plus tard 10 jours calendaires suivant la fin de la période d'examen concernée
- et, qui ont reçu un avis favorable de la commission composée du Doyen et de deux membres de la Faculté. La décision de cette instance n'est pas susceptible de recours. La Présidente est liée par cet avis.

ARTICLE 10. Bonifications

10.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

10.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

10.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 11. Condition de validation des unités et des semestres

11.1 - Les unités d'enseignement sont validées par compensation.

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de 300/600 points pour le semestre 3 et 300/600 points pour le semestre 4 ; dans ce cas, les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

11.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 300/600 points pour le semestre 3 et 300/600 points pour le semestre 4. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 30 et 30 crédits européens correspondants (ECTS).

ARTICLE 12. Conditions d'attribution d'une mention

12.1 – L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 13. Délivrance du diplôme

13.1 - Pour être déclaré admis au diplôme l'étudiant doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury d'examen peut octroyer des points jury.

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation
et de la Vie Universitaire



PJ : annexes

**Annexe 1 Master 2 Droit, Economie, Gestion mention Histoire du droit et des institutions parcours-type Histoire du droit et des institutions
Année 2018-2019**

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points	Total Points Enseignement
UE1	Histoire du droit public en Europe	Obligatoire	5	15		Ecrit de 3 heures	100	300
	Histoire des droits privés en Europe	Obligatoire	5	15		Ecrit de 3 heures	100	
	Histoire des enseignements juridiques en Europe	Obligatoire	5	15		Ecrit de 3 heures	100	
UE2	Histoire du droit pénal et de la procédure pénale	Obligatoire	15	15		Grand oral	300	300
	2 Séminaires internationaux proposés par des professeurs invités			20				
	Histoire du droit des affaires	Obligatoire		15				
	Histoire de la pensée : le politique et le religieux	Obligatoire		15				
	Histoire du droit public des cultes	Obligatoire		15				
	Histoire des institutions policières	Obligatoire		20				
	Histoire des institutions militaires	Obligatoire		15				
	Histoire du droit des pays francophones	Obligatoire		15				
	Bonification							
TOTAL semestre 3			30	175		600	600	

**Annexe 1 Master 2 Droit, Economie, Gestion mention Histoire du droit et des institutions parcours-type Histoire du droit et des institutions
année 2018-2019**

Semestre 4	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points	Total Points Enseignement
UE3	Techniques d'expression écrite et orale en histoire du droit	Obligatoire	5		10	Contrôle continu	50	100
	Méthodologie de la recherche	Obligatoire			10			
	Production, conservation et valorisation des sources historiques du Droit	Obligatoire			10	Contrôle continu	50	
	Initiation à la paléographie	Obligatoire			10			
UE4	Mémoire	Obligatoire	25			Soutenance	500	500
Bonification							3.33% du total des points du semestre	
TOTAL semestre 4			30		40	600 600		
TOTAL ANNEE			60	175	40		1200	1200



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media